

Mise à l'essai d'un système de gestion de réseau privé

Telecom Canada a amorcé le 2 mars le premier essai en sol canadien d'un nouveau système de gestion destiné à améliorer la performance des réseaux de télécommunications de ses clients les plus importants.

Le système fait appel à des « superviseurs » électroniques dont les fonctions seront d'évaluer la qualité de la transmission, de signaler et de diagnostiquer les dérangements, de rétablir le service et de fournir des renseignements dont on peut se servir pour apporter des modifications, sans perturber le service. Ces nouvelles fonctions permettront de réduire le nombre de pannes et le temps de réparation grâce à la localisation rapide des défauts (souvent avant que le service soit perturbé), et enfin, d'obtenir une plus grande participation de la part du client dans la gestion de ses réseaux.

Au coût d'un demi-million, l'essai durera six mois. Il sera effectué par Bell Canada au nom des neuf autres compagnies membres de Telecom Canada. Collaborera également à l'effort de Bell la Corporation Desjardins de traitement informatique (CDTI), filiale informatique de la Confédération des caisses

populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Durant l'essai, deux des circuits de transmission analogique utilisés par les caisses Desjardins pour transmettre en direct des transactions bancaires entre leurs 88 établissements de Montréal et de Chicoutimi seront équipés de superviseurs de réseau fabriqués par General Datacomm Industries Ltd, de Willowdale en Ontario. Ces superviseurs fonctionnent avec un demi-ordinateur, des terminaux à écran et des imprimantes installés dans deux centres de contrôle aménagés aux bureaux de Bell et de la CDTI.

Ces centres reproduisent en permanence une image en temps réel de la performance du réseau, recueillent, rassemblent et stockent les données d'évaluation. La CDTI est ainsi à même de collaborer avec Telecom Canada à la gestion du réseau, d'exercer une surveillance sur la qualité des installations de transmission, et elle a l'occasion de participer au programme de maintenance en cours. Ce réseau est extrêmement complexe. L'occasion est donc belle de faire appel à de nouvelles techniques de gestion pour mieux contrôler le système.



Ginette Caron, technicienne spécialisée en télécommunications à la Corporation Desjardins de traitement informatique (CDTI), captive son auditoire en faisant apparaître à l'écran les informations relatives à l'état de la transmission de données entre des caisses populaires et le centre de données de la CDTI; elle effectue cette démonstration dans le cadre de l'essai pratique d'un système de gestion de réseau auquel procède Bell, au nom de Telecom Canada. Divers cadres de la CDTI l'observent.

En fait, les résultats de l'essai serviront de base au projet d'établissement d'un système national de gestion de réseau privé de Telecom Canada. Il s'agit du premier pas vers la solution de certains problèmes auxquels se heurtent les grands clients de Telecom Canada, désireux d'éliminer de façon plus satisfaisante les difficultés liées à l'établissement des réseaux et d'apporter des modifications en profondeur.

Telecom Canada est un consortium formé des neuf sociétés de télécommunications canadiennes les plus importantes et de Télésat Canada, société nationale de télécommunications par satellite.

Découverte en rapport avec le SIDA

Un médecin d'Ottawa a découvert un processus qui pourrait réduire les risques de contracter le syndrome d'immuno-déficience acquise (SIDA) pour les hémophiles et, de surcroît, épargnerait une dépense de quelque deux millions de dollars par année aux contribuables canadiens.

Le Dr Gail Rock, directeur médical du service de transfusion de sang de la Croix-Rouge, a mis au point une méthode qui permet de retirer le plasma du sang et d'en extraire le « facteur huit », agent de coagulation du sang dont ont besoin les hémophiles.

Si le processus peut être utilisé sur une grande échelle, le Canada ne sera plus obligé d'acheter du sang de l'étranger, à un prix d'environ deux millions de dollars par année. En effet, le pays ne pouvant se procurer assez de produits dérivés du sang pour répondre à la demande actuelle, environ la moitié de ceux-ci est importée de compagnies étrangères qui paient les donneurs.

Selon les experts, dans ce cas, le risque que les donneurs soient porteurs d'une infection se trouve accru. C'est là une des raisons pour lesquelles les donneurs canadiens ne sont pas payés.

Jusqu'à maintenant, deux Canadiens hémophiles ont contracté le SIDA, et l'un d'eux est décédé. On pense que l'usage de produits dérivés du sang en est la cause.

Le Dr Derek Naylor, directeur des services des dérivés du sang de la Croix-Rouge, a estimé que les risques d'être atteint du SIDA par le biais des produits manufacturés au Canada sont très minimes.

Selon lui, si nous pouvions assurer au public que seuls ces derniers sont vendus au Canada, cela permettrait d'atténuer les craintes.